

REPUBLIQUE DE CÔTE  
D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE  
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG N°3454/2018

JUGEMENT DEFAULT du  
07/02/2019

Affaire

La société BGFI BANK Côte  
d'Ivoire

(la SCPA KONAN -LOAN &  
ASSOCIES)

Contre

LA SOCIETE HCCO-COTE  
D'IVOIRE

DECISION :

-----  
Défaut  
-----

Reçoit la Société BGFI BANK  
Côte d'Ivoire en son action ;

L'y dit bien fondée ;

Condamne la Société HCCO-  
Côte d'Ivoire à lui payer les  
sommes suivantes :

- 1.209.628.957 FCFA  
représentant le  
montant principal de  
sa créance ;
- 11.340.271 FCFA au  
titre des intérêts de  
droit ;

Condamne la défenderesse  
aux entiers dépens de  
l'instance.

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 07 FEVRIER 2019**

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique  
du jeudi sept février deux mil dix-neuf tenue au siège dudit  
Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame **TOURE AMINATA épouse TOURE**, Président du  
Tribunal ;

Madame **GALE MARIA épouse DADJE** et Messieurs **KOFFI  
YAO, DICOH BALAMINE, DAGO ISIDORE, N'GUESSAN  
GILBERT, TRAZIE BI VANIE EVARISTE**, Assesseurs ;

Avec l'assistance **Maître N'ZAKIRIE PAULE EMILIE épouse  
EKLOU**, Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

**La société BGFI BANK Côte d'Ivoire**, société anonyme avec  
conseil d'administration, au capital de 10.000.000.000 FCFA dont  
le siège social est à Abidjan plateau, avenue JOSEPH ANOMA,  
immeuble AMCI 16ème étage, 01 BP 11563 Abidjan 01,  
immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier  
d'Abidjan sous n°CI-ABJ-2009-B 5164, représentée par monsieur  
Malick N'Diaye, son directeur général ;

**Demandeur** représenté par **la SCPA KONAN -LOAN &  
ASSOCIES**, Avocats près le Cour d'Appel d'Abidjan y demeurant  
19, boulevard Angoulvant résidence Neuilly, 1<sup>er</sup> étage aile  
gauche, 01 BP 1366 Abidjan 01, Tél : 20 22 40 41/ 20 22 40 43 ;

d'une part ;

Et

**LA SOCIETE HCCO-COTE D'IVOIRE**, Société anonyme au  
capital de 10.000.000 FCFA ayant son siège social à Abidjan  
Treichville en zone portuaire, 01 BP 12677 Abidjan 01  
représentée par Monsieur **HENRI DONALD LEES**, son Directeur  
Général ;



150325  
or w

## **Défendeurs**

D'autre part ;

Enrôlée le 15 Octobre 2018 pour l'audience du 19 Octobre 2018, l'affaire a été appelée et une instruction a été ordonnée, confiée au juge KOKOGNY SEKA VICTORIEN pour y procéder et le Tribunal a renvoyé l'affaire au 23 Novembre 2018 pour retour après instruction ;

Celle-ci a fait objet de clôture, suivant ordonnance N°1287 en date du 12 Novembre 2018 ;

Appelée le 23 Novembre 2018, l'affaire a été appelée et mise-en délibéré pour décision être rendue le 18 Janvier 2019 mais le délibéré a été rabattu et l'affaire renvoyée au 24 Janvier 2019 pour attribution devant la première chambre ;

A cette date, l'affaire a été mise en délibéré pour décision être rendue le 07 Février 2019 ;

Advenue cette audience, le Tribunal a rendu le jugement dont la teneur suit :

### **LE TRIBUNAL**

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs fins, demandes et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **FAITS, PROCEDURE, PRETENSIONS ET MOYENS DES PARTIES**

Par exploit d'huissier en date du 26 Septembre 2018, la Société BGFI BANK Côte d'Ivoire a fait servir assignation à la Société HCCO-Côte d'Ivoire d'avoir à comparaître devant le Tribunal de commerce d'Abidjan pour entendre :

Condamner la Société HCCO-Côte d'Ivoire à lui payer les sommes suivantes :

- 1.209.628.957 FCFA au titre du principal de sa créance ;
- 11.340.271 FCFA au titre des intérêts générés par ladite créance ;
- Condamner la défenderesse aux entiers dépens de l'instance ;

Au soutien de son action, la Société BGFI BANK Côte d'Ivoire expose que, dans le cadre de ses activités, la Société HCCO-Côte d'Ivoire a sollicité et obtenu d'elle diverses facilités de crédits d'un montant total de 3.550.000.000 FCFA;

Toutefois, cette somme n'a pas été entièrement remboursée par la défenderesse de sorte qu'elle reste lui devoir la somme de 1.209.628.957 FCFA ;

En dépit de toutes ses relances, la Société HCCO-Côte d'Ivoire n'a donné aucune suite ;

Elle a donc procédé à la clôture juridique de son compte tout en la mettant en demeure d'avoir à lui payer la somme de 1.209.628.957 FCFA correspondant au reliquat de sa créance ;

C'est pourquoi, elle sollicite que la Société HCCO-Côte d'Ivoire soit condamnée à lui payer la somme de 1.209.628.957 FCFA au titre du principal de sa créance et celle de 11.340.271 FCFA au titre des intérêts générés par ladite créance ;

La défenderesse n'ayant pas comparu, n'a fait valoir aucun moyen ;

### **DES MOTIFS**

#### **En la forme**

##### **Sur le caractère de la décision**

La défenderesse n'a pas été assignée à son siège social et n'a pas comparu ;

Il y a lieu de statuer par défaut à son égard ;

##### **Sur le taux du ressort**

Aux termes de l'article 10 de la loi 2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « les tribunaux de commerce statuent :

- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;*
- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs » ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige excède vingt-cinq millions de francs CFA ;

Il sied de statuer en premier ressort ;

### **Sur la recevabilité de l'action**

L'action ayant été initiée dans le respect des prescriptions légales de forme et de délai, il sied de la déclarer recevable ;

### **Au fond**

### **Sur la demande en paiement**

La Société BGFI BANK CI sollicite la condamnation de la défenderesse à lui payer la somme de 1.209.628.957 FCFA au titre du principal de sa créance ;

Aux termes de l'article 1134 du code civil, *« les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour des causes que la loi autorise ; Elles doivent être exécutées de bonne foi »* ;

Il en découle que le contrat est la loi des parties qui sont tenues d'exécuter leurs engagements à moins de bénéficier de causes d'exonération légales ou conventionnelles ;

L'article 1902 du même code ajoute que :

*« l'emprunteur est tenu de restituer les choses prêtées en même quantité et qualité, et au terme convenu. »* ;

En l'espèce, il est constant que la Société HCCO-Côte d'Ivoire a bénéficié de diverses facilités de crédits d'un montant total de 3.550.000.000 FCFA de la part de la Société BGFI BANK Côte d'Ivoire qui n'ont pas été entièrement remboursées de sorte qu'elle reste devoir à la demanderesse la somme de 1.209.628.957 FCFA ;

Il est en outre de principe en matière bancaire que la clôture juridique d'un compte courant en rend le solde exigible ;

Il est constant comme résultant du courrier en date du 22 mai 2018 que le compte de la défenderesse a fait l'objet de clôture juridique , qui a dégagé le solde débiteur sus visé ;

La Société HCCO-Côte d'Ivoire s'étant montrée défaillante dans l'exécution de son obligation, reste tenue envers la Société BGFI BANK Côte d'Ivoire en application de l'article 1134 du code civil ;

Il convient donc de la condamner à payer à la demanderesse la somme de 1.209.628.957 FCFA représentant la somme en principal de sa créance ;

### **Sur la demande en paiement des intérêts de droit**

La Société BGFI BANK Côte d'Ivoire sollicite la condamnation de la défenderesse à lui payer la somme de 11.340.271 FCFA au titre des intérêts de droit ;

L'article 1153 du code civil dispose :

*« Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi, sauf les règles particulières au commerce et au cautionnement ;*

*Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte ;*

*Ils ne sont dus que du jour de la demande, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit. »*

En l'espèce, les intérêts réclamés par la demanderesse ne sont pas dus de plein droit et commencent à courir à compter du 15 Juin 2018 ;

Il y a lieu par conséquent de faire droit à la demande et de condamner la Société HCCO-Côte d'Ivoire à payer à la demanderesse la somme de 11.340.271 FCFA au titre des intérêts de droit ;

#### **Sur les dépens**

La défenderesse succombant, il y a lieu de lui faire supporter les entiers dépens de l'instance ;

#### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, par défaut et en premier ressort ;

Reçoit la Société BGFI BANK Côte d'Ivoire en son action ;

L'y dit bien fondée ;

Condamne la Société HCCO-Côte d'Ivoire à lui payer les sommes suivantes :

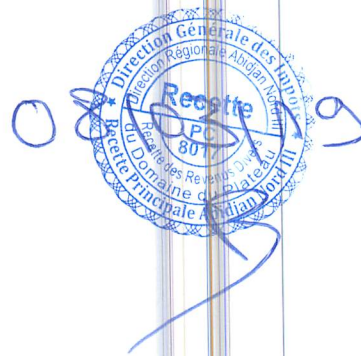
- 1.209.628.957 FCFA représentant le montant principal de sa créance ;
- 11.340.271 FCFA au titre des intérêts de droit ;

Condamne la défenderesse aux entiers dépens de l'instance.



Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.



AD.  
170 104

$1.5\% \times 11340282 = 170104$

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le 12 MARS 2019

REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 20

N° 409 Bord 1701 06

DEBET : cent soixante dix mille cent quatre francs

Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre

*[Signature]*

RECEIVED  
12 MAR 2012  
U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE  
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION  
WASHINGTON, D.C.  
FROM: SAC, NEW YORK  
SUBJECT: [illegible]  
TO: DIRECTOR, FBI  
[illegible]